

TRIBUNE

# Au Brésil, la possibilité d'un coup d'Etat

Par Maud Chirio, historienne du Brésil, maître de conférences à l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée(<http://www.liberation.fr/auteur/17989-maud-chirio>) — 26 septembre 2017 à 17:56



Vue de la skyline de Brasilia, en juin 2013. AFP PHOTO / YASUYOSHI CHIBA AFP PHOTO / YASUYOSHI CHIBA

Les généraux évoquent la nécessité de rétablir l'ordre. Cela rappelle 1964 quand les forces armées disaient vouloir lutter contre la corruption.

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies pour vous proposer des services et offres



adaptées à vos centres d'intérêt. En savoir plus...(/cgvu/#donnees-personnelles)

Le vendredi 15 septembre, le général Antônio Hamilton Martins Mourão, secrétaire de l'Économie et des Finances de l'armée brésilienne, a déclaré lors d'une réunion du Grand Orient de Brasília que *«si les institutions ne résolvent pas le problème politique, par l'action du judiciaire, en chassant de la vie publique tous ces gens impliqués dans des délits, alors, c'est nous qui le ferons»*. D'ailleurs, *«tous les camarades du haut commandement sont d'accord avec moi»*, a-t-il ajouté.

Ledit Mourão est une figure en vue de l'extrême droite moraliste et interventionniste au sein de l'armée brésilienne. En septembre 2015, alors que l'ouverture de la procédure d'*impeachment* de Dilma Rousseff était imminente, il l'a publiquement envisagée comme *«le réveil d'une lutte patriotique»*. Le mois suivant, il rendait hommage au colonel Carlos Brilhante Ustra, responsable de dizaines d'assassinats sous la dictature (1964-1985) et tortionnaire notoire.

Ces deux sorties lui avaient coûté son commandement, ce qui avait suscité de fortes protestations dans l'armée. La cérémonie de passage de commandement fut l'occasion d'une embrassade très médiatisée avec le député d'extrême droite Jair Bolsonaro, également apologiste de la dictature militaire et aujourd'hui crédité de 20 % des voix dans les intentions de vote à l'élection présidentielle.

Les propos de Mourão sont beaucoup plus attentatoires au règlement disciplinaire et à la loi qu'il y a deux ans. Ils n'ont pourtant entraîné aucune punition et même aucune réprimande de la part du commandant de l'armée Eduardo Villas Bôas, également conservateur mais jusqu'alors considéré comme légaliste. Au contraire : Villas Bôas, dans une interview accordée quelques jours plus tard, a fait part de son accord tacite. *«En cas de chaos, a-t-il indiqué, la Constitution concède aux forces armées un mandat pour intervenir.»* Par ailleurs, le général Villas Bôas a profité de cette prise de parole pour répéter à quel point le coup d'État de 1964 avait été une nécessité assurant qu'il existait, à l'époque, une *«exigence de la société pour qu'il y ait une intervention [militaire]»*.

Evidemment la Constitution de 1988, née de la transition démocratique après la dictature, ne permet pas que les forces armées interviennent de façon autonome dans le champ politique. Evidemment Mourão et Villas Bôas auraient dû être promptement blâmés et punis pour leur propos. Mais le président Michel Temer est si fragilisé par une popularité proche de zéro et des accusations de corruption tous azimuts qu'il n'a plus l'autorité pour s'imposer à l'armée. Le ministre de la Défense, Raul Jungmann, après avoir fait savoir qu'il exigerait une punition, a d'ailleurs rétrogradé. Pendant ce temps, les déclarations de solidarité à Mourão se multiplient parmi les généraux et au sein de la nébuleuse néoconservatrice.

Il y a désormais de bonnes raisons de prendre très au sérieux la menace d'un coup d'Etat militaire au Brésil. Antônio Hamilton Martins Mourão n'est pas un sous-lieutenant, ou un colonel à la retraite : c'est un général d'active, numéro trois de l'armée de terre, qui vient de recevoir à demi-mot le soutien de son commandant. Les forces armées brésiliennes sont demeurées une corporation très conservatrice, qui se radicalise actuellement en même temps qu'une partie de l'échiquier politique brésilien.

S'ils n'occupent pas les manchettes des journaux comme en 1964, les appels à une intervention des forces armées pullulent sur les réseaux sociaux, dans les blogs, parfois dans la rue.

Gare à l'illusion du «légalisme des forces armées» : c'était déjà la réputation de l'armée brésilienne en 1964.

Gare à l'illusion de la «démocratie brésilienne consolidée». Gare à l'illusion du «jamais plus» («*Nunca mais*») : jamais plus la dictature, jamais plus l'autoritarisme. Les militaires n'ont jamais adhéré à cette mémoire et les travaux de la Commission nationale de la vérité (2012-2014) ont récemment accru leur ressentiment.

Gare à l'illusion d'une possible «intervention ponctuelle», d'un gouvernement militaire «provisoire» : c'était le discours de 1964 et la dictature a duré vingt et un ans. Gare à l'illusion de la protection de la démocratie par la communauté internationale. Je n'en vois les ni signes ni

les acteurs. Pour finir, un mauvais souvenir : le 31 mars 1964, c'est un général considéré comme fantasque et isolé qui a pris seul l'initiative du coup d'Etat. Et il s'appelait déjà Mourão.

Auteure de : La Politique en uniforme. L'expérience brésilienne, 1960-1980 (PUR, 2016).

Maud Chirio historienne du Brésil, maître de conférences à l'université de Paris-Est Marne-la-Vallée(<http://www.liberation.fr/auteur/17989-maud-chirio>)